

## L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF POUR LES GENS D'ICI, PAR LES GENS D'ICI !

La diversité et l'importance de la contribution des entreprises collectives au développement social et économique s'illustre de plus en plus au quotidien. Elle évolue au profit du développement durable et de la revitalisation des communautés. Véritable moteur de l'économie locale, elle est au service des travailleurs et plus globalement, elle est au service de tout le monde. Ainsi, l'économie sociale fait vivre nos milieux et nous rend service à toutes les étapes de nos vies.

L'entreprise d'économie sociale est un maillon de la chaîne essentiel au développement de notre tissu social et au désenclavement de nos régions. Elle est soutenue collectivement par les travailleurs dont le souci est de maintenir leurs emplois et à assurer une vraie qualité de vie dans leur communauté.

### REFLET DE NOS MILIEUX DE VIE

Ce qui motive l'entrepreneuriat collectif, c'est sa mission sociale. Au service des gens, les milliers d'entreprises qui tissent le réseau de l'économie sociale du Québec ont pour mandat d'offrir un service de qualité au meilleur coût. Des centres de périnatalité, ou récréotouristiques, en passant par les Centres de la petite enfance; aux services de santé, à la culture et aux communications ou à l'insertion sociale, aux services funéraires, pour ne citer que ceux-là; à chaque étape de notre vie, on croise une entreprise d'économie sociale.

L'entrepreneuriat collectif est aussi au service des gens qui travaillent dans l'entreprise elle-même. En effet, l'entreprise collective est un modèle unique par son système de gestion démocratique qui permet aux employés d'être impliqués et d'être responsable à 100% de leur travail.

Le Québec fait d'ailleurs figure de modèle tant ce système y est éprouvé. L'économie sociale et solidaire, qui s'inscrit dans une économie plurielle, existe grâce aux gens d'ici, soucieux de participer de façon tangible à l'amélioration de leur bien-être et souhaitant assumer collectivement leurs responsabilités d'entrepreneurs, tout en cherchant à satisfaire des besoins communs.

L'entrepreneuriat collectif est un modèle économique essentiel dans le développement durable des collectivités. Il participe activement à la prise de conscience de nos sociétés vis-à-vis des grands enjeux sociaux, de la protection de l'environnement à la lutte contre la pauvreté.

L'entrepreneuriat collectif a eu un effet de levier dans de nombreux secteurs économiques. La volonté des entrepreneurs de résoudre des problèmes dans leur communauté et le dynamisme avec lequel ils l'ont fait a conduit à la naissance d'entreprises collectives qui sont



Maison Adriana, Michel Tremblay – Alerte Centre-Sud

devenues des exemples, au Québec comme à l'étranger. Ces pionniers ont bâti dans des niches de marché très spécifiques, par exemple l'environnement.

Aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises collectives tournées vers le développement durable voient le jour. Depuis quatre ans, près de 60 ressourceries ont été créées au Québec. Le réseau des Ressourceries s'est donné comme mandat de

**Le ministère du Développement économique et régional,  
partenaire des entreprises d'économie sociale**

DES OUTILS ET DES SERVICES À VOTRE PORTÉE

Pour plus d'information, consultez notre site Internet à :

[www.mder.gouv.qc.ca/cooperatives](http://www.mder.gouv.qc.ca/cooperatives)

Développement  
économique  
et régional

Québec



réduire, réutiliser et recycler/composter les matières résiduelles domestiques, industrielles, commerciales et institutionnelles. Une ressourcerie rassemble et établit des partenariats avec les forces vives du milieu tout en favorisant l'intégration sociale, l'adaptation de la main-d'œuvre et la création d'emplois durables. La croissance des activités des membres du réseau des ressourceries a conduit à la création d'un nouveau métier, le valoriste.

centaine de personnes handicapées qui, en raison de leurs limites fonctionnelles, sont considérées comme étant productives mais non compétitives sur le marché régulier du travail. Selon Robert Larue, président-fondateur et directeur général de Certex, c'est le centre de tri qui alimente la mission sociale de l'entreprise. Les installations ont été spécialement adaptées pour permettre aux travailleurs d'effectuer leurs tâches dans les meilleures conditions et leur

tournables dans la revitalisation des communautés, particulièrement pour les collectivités éloignées des grands centres. Ainsi, les habitants de près de 200 villes et villages, témoins et victimes de la situation, ont décidé d'agir collectivement en créant des coopératives pour retrouver des services de proximité. Au-delà des difficultés, la coopération reste synonyme d'optimisme et de solidarité dans ces communautés. Elle démontre qu'il y a parfois des solutions gagnantes qui permettent de maintenir une activité économique locale. Ces coopératives fournissent des services de base dans les secteurs de l'alimentation, de la câblodistribution, récréotouristique, des médias, de la culture, etc. Au Québec, il existe 78 coopératives d'alimentation, regroupant plus de 90 000 membres, qui fournissent un emploi à près de 2 000 personnes. On retrouve des coopératives d'alimentation sous forme de supermarchés, de clubs d'alimentation et de magasins d'aliments naturels. Les supermarchés, de loin la forme la plus répandue, desservent clients et membres. Ces derniers, qui détiennent des parts sociales, obtiennent des ristournes en fonction des achats effectués à leur coopérative.

Ce secteur a connu des moments difficiles au cours des dernières décennies. En 1982, la disparition de la Fédération des magasins Coop a créé une onde de choc et les dix années suivantes ont été marquées par la fermeture d'une soixantaine de coopératives alimentaires qui ont cédé leur place à des commerces indépendants. En 1993, les acteurs des communautés touchées se sont réunis pour donner naissance à la Fédération des Coopératives d'Alimentation du Québec. Agissant depuis à titre de conseillère, la Fédération donne un souffle nouveau à ce secteur coopératif. Grâce à son aide et à celle des Centres locaux de développement, du Conseil de la coopération du Québec et des Coopératives de développement régional, non seulement ces entreprises collectives survivent mais se développent. Depuis quelques années, le réseau des coopératives d'alimentation affiche avec fierté les signes d'un dynamisme renouvelé. En effet, en l'an 2000, 72% des coopératives ont augmenté leurs ventes de façon significative, atteignant ainsi un chiffre d'affaires global de plus de 333 M \$.



RAMI – Récupération Marronniers

## LA SECONDE VIE DU TEXTILE

La gestion et la valorisation de nos déchets, appelés aussi matières résiduelles, est un enjeu majeur dans les collectivités. Certex, est une des entreprises d'économie sociale québécoises s'attaque au textile usagé. Elle le collecte auprès de 250 organismes communautaires, comptoirs vestimentaires et bonnes œuvres, comme Saint-Vincent-de-Paul ou Armée du salut. Il est ensuite acheminé dans son centre de tri puis envoyé soit vers les pays en voie de développement, soit transformé en chiffons revendus dans six provinces canadiennes. Outre sa mission environnementale, le fondement de Certex c'est sa mission sociale. L'entreprise a obtenu, en 1996, une accréditation à titre de Centre de travail adapté (CTA). Certex emploie en effet une

procurer un vrai travail. Ces emplois ont des répercussions énormes dans la vie des personnes handicapées. Ils leur redonnent une fierté, ce qui contribue à améliorer leur état de santé et soulage les aidants qui les entoure. Le poids de la démarche des entreprises accréditées CTA est inestimable : l'accent est mis sur la rentabilité sociale.

## UN INCONTOURNABLE DANS LA REVITALISATION DES COMMUNAUTÉS

Au delà de l'amélioration de notre entourage naturel, les entreprises collectives sont incon-



Mathieu Therrien

## QUAND CELA NE TIENT QU'À UN FIL

Les entreprises collectives font preuve de beaucoup d'imagination pour sans cesse entreprendre et relever les défis que pose la réalité dans une économie de marché qu'elles aussi doivent affronter. C'est, entre autres, ce que font les coopératives de câblodistribution pour désenclaver et briser l'isolement technologique dans lesquelles sont plongées leurs régions. L'installation de kilomètres de câbles, qui vont véhiculer des images par la diffusion de signaux et amener Internet dans les zones rurales, s'avère une opération complexe et surtout très coûteuse. Mais c'est le prix à payer pour rester en contact avec le reste du monde. En 1996, des habitants de cinq villages situés entre Baie Comeau et Sept-Îles fondent la Coopérative régionale de câblodistribution de la Côte-Nord. Les fonda-

teurs, dont Dany Boudreau fait partie, ont ramassé 200 000\$ auprès de banques et d'organismes publics. Avec cette somme, la Coopérative a développé un réseau de 220 km. À cette époque, les résidents de la région n'avaient accès qu'à deux chaînes de télévision. La Coopérative leur en a apporté 20, pour un abonnement mensuel de 30 \$. Le décloisonnement entre la téléphonie et la câblodistribution, une déréglementation imminente de cette industrie et l'arrivée des antennes numériques exigent depuis quelques années d'importantes adaptations du secteur de la câblodistribution. De nouveaux concurrents amènent les coopératives à s'unir entre elles et à former des alliances stratégiques afin d'offrir des services de qualité et en quantité suffisante.

## RADIO COMMUNAUTAIRE : LA VOIX ALTERNATIVE

L'entrepreneuriat collectif est également un moyen de véhiculer les idées. Ainsi, les entreprises collectives dans le secteur de la culture et des communications sont la voix du monde. La station de radio CKRL, de Québec, se définit comme une station pour les gens d'ici, par les gens d'ici. Première station radiophonique communautaire francophone d'Amérique du Nord, elle a vu le jour à Québec, il y a maintenant 30 ans. Avec un auditoire qui oscille aujourd'hui entre 70 000 et 100 000 personnes, CKRL est fière d'être en marge du phénomène de la concentration des médias. Marc de Koninck travaille dans un CLSC. Il est bénévole depuis de nombreuses années à CKRL. « Notre radio continue depuis toutes ces années à diffuser une programmation de qualité, fondée sur une information totalement indépendante et sur une réelle écoute du milieu. Nous sommes libres de porter des jugements critiques et nous le faisons sans complaisances! CKRL est restée fidèle à sa vocation de tribune pour le monde communautaire et pour les organismes à but non lucratif. Ainsi, elle s'est fait l'écho de projets collectifs en tout genre, faisant preuve d'une grande ouverture d'esprit. » CKRL diffuse sur ses ondes une programmation à dominante

culturelle très diversifiée et ouvre ses micros à d'autres cultures et à toutes les formes d'art par le biais de chroniques. Elle a également un impact très important pour la relève musicale locale. Outre les 11 employés permanents, CKRL fait vivre à 150 bénévoles une expérience radiophonique extraordinaire. Ils élaborent la programmation, se chargent d'une partie de l'animation et de la gestion.

## COMMENT L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF DYNAMISE L'ÉCONOMIE LOCALE

### LA BELLE HISTOIRE DE GUYENNE

Les entreprises collectives sont souvent le seul tissu économique d'une région. Située à 50 km de Amos, Guyenne fait partie de la MRC de l'Abitibi. Après un incendie qui a ravagé le moulin qui donnait du travail à une grande partie de la population, la ville vivait un réel déclin. Les citoyens ont enrayé cette hémorragie en créant Les Serres coopératives de Guyenne. Des contrats de culture sylvicole ont été décrochés auprès du ministère des Ressources naturelles et la région a recommencé à s'animer. C'est alors qu'en 1991, le gouvernement change ses méthodes d'attribution de contrats favorisant, les soumissionnaires les moins élevés. La concurrence est telle que les Serres coopératives de Guyenne perdent leur position dans le marché. S'en suivent de graves difficultés financières. La région est de nouveau en péril. Une opération de sauvetage est organisée. Tout le monde se mobilise pour participer à « Solidarité Ketchup » ! On réussit à réunir 80 000 \$ : les Serres vont pouvoir survivre. Après 1993, le gouvernement décide de revenir aux anciennes méthodes d'attribution de contrat en favorisant l'ancienneté des fournisseurs. Les Serres coopératives de Guyenne reprennent alors leur place dans le secteur. Aujourd'hui, 10 ans après



cette époque dont les souvenirs sont difficiles à évoquer pour les membres de la coopérative, les excédents continuent d'être réinvestis dans la coopérative, notamment pour rembourser les emprunts contractés à cette époque néfaste. C'est également ce que confirme René Martineau, contrôleur aux Serres coopératives de Guyenne. « Nous travaillons pour que la coopérative reste en vie. Nous voulons conserver nos emplois car

constituer en coopérative pour assurer leurs emplois et la survie de leur communauté. De 10 membres à ses débuts, la coopérative est passée, en 2003, à 472 employés en haute saison, dont 249 sont des membres permanents de la coopérative. Elle est aujourd'hui la troisième plus importante coopérative forestière du réseau, avec un chiffre d'affaires de 20 millions \$ réalisés lors du précédent exercice. Cependant, elles met-

constat suivant : les personnes qui bénéficient de la sécurité du revenu depuis plusieurs années ont parfois de la difficulté à se trouver un emploi durable. Elles ont perdu de vue les réalités du monde du travail et l'adaptation n'est pas toujours évidente. C'est encore plus vrai en milieu rural. Le projet consistait à fournir des emplois à des personnes qui ont quitté le marché du travail pendant une longue période. C'était en 1992. Il s'est révélé tellement concluant que la coopérative a inspiré le concept des entreprises d'économie sociale en aide domestique, reconnu et soutenu par le gouvernement au titre des services qu'elles offrent dans leur milieu. Travaillant en complément des aides offertes par les CLSC, en partenariat avec Emploi Québec et d'autres groupes communautaires, la Coopérative Défi-autonomie d'Antoine-Labelle procure des emplois stables. Elle offre un service en entretien ménager : pour des besoins quotidiens, à l'occasion de la grande corvée de printemps/automne, des travaux d'extérieur et de l'aide à la préparation des repas. Sa clientèle est constituée à 85% de personnes âgées.



Coopérative forestière de Girardville

nous ne voulons pas quitter notre région. » Les Serres coopératives de Guyenne est un des plus importants producteurs sylvicoles du Québec qui détient à lui seul 11% du marché. Avec 180 employés en haute saison, cette coopérative est en cours de production de 21 millions de plans d'épinettes et de pins. Elle produit également 1,5 million de livres de tomates par an et réalise un chiffre d'affaires de 250 000 \$ uniquement grâce à la culture de fleurs, revendues à une grande chaîne de magasins. Son chiffre d'affaires global oscille entre 2,5 et 2,8 millions \$ par année. L'existence des Serres coopératives de Guyenne est si décisive dans la région que la relève est vigoureuse. Les jeunes s'impliquent, ce qui régénère l'entreprise et perpétue le développement de la collectivité.

En 1979, des travailleurs de Girardville, communauté de 1200 habitants située près de Dolbeau, dans la MRC Maria-Chapdelaine, décident de se

tent tout en œuvre pour consolider leur situation en misant sur leur distinction coopérative. Elles existent depuis 65 ans et veulent continuer à jouer un rôle majeur au sein des communautés qui vivent de la forêt. Elles gardent bon espoir que les conflits commerciaux actuels auront une fin favorable permettant de reprendre le développement du secteur et d'innover toujours plus.

## QUAND LA MISSION SOCIALE DEVIENT UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ

La coopérative de solidarité Défi-autonomie d'Antoine-Labelle, dans les Laurentides, est un bel exemple illustrant les différentes facettes sociales de l'entrepreneuriat collectif. Elle a instauré un projet pilote sur trois ans d'après le

La Coopérative Défi-autonomie d'Antoine-Labelle est une coopérative de solidarité formée de l'association des travailleurs, des utilisateurs et des membres de soutien que sont les intervenants du milieu. La coopérative couvre l'ensemble de la MRC Antoine-Labelle. Milieu établie et rural, cette MRC représente l'un des plus importants territoires de la province, regroupant 8 villages pour un total de 6000 habitants. Elle arrive toutefois à servir près de 1000 clients par an et procure du travail à 80 personnes. La coopérative se fait un devoir d'assurer des emplois de qualité à ses membres-employés. Il faut dire que cette qualité a des répercussions positives puisque la coopérative connaît un taux de rétention maximal de ses travailleurs. En un mot, ils s'épanouissent. Ils aiment ce qu'ils font et apprécient rendre service à leur communauté. Monsieur Michel Langevin, directeur général de Défi-Autonomie, est fier d'en être arrivé là. Il constate que la clé du succès, c'est d'avoir réussi à faire converger les intérêts de chacun. Le soutien des partenaires n'est pas non plus à négliger, notamment l'appui technique de la Coopérative de Développement Régional et du CLD.

## LA PASSION DE MEUBLER DES VIES

L'entrepreneuriat collectif en matière d'insertion, c'est aussi un support non négligeable à la société lorsqu'elle offre un nouveau départ dans la vie. Le moteur des entreprises d'insertion réside dans la cohabitation d'une fonction d'insertion/formation et d'une activité économique viable, mais sans but lucratif. Plus elles atteignent leurs objectifs économiques, plus elles ont les moyens de remplir leur mission d'insertion. Ces entreprises répondent à des besoins de formation et d'accompagnement de personnes en difficulté d'intégration au marché du travail, dans un objectif de lutte à la pauvreté et à l'exclusion. L'entreprise d'insertion bâtit une identité aux travailleurs et donne un statut de salarié à ces personnes. La mission de l'organisme à but non lucratif (OBNL) Le Boulot Vers... est de soutenir les jeunes de 16 à 25 ans en difficultés

à intégrer le marché du travail ou encore en les aidant à retourner aux études en vue de bâtir un avenir meilleur. En général le niveau de scolarité des jeunes équivaut au secondaire 1.

Fondée en 1983, l'entreprise d'insertion située dans Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, met au service de sa clientèle 33 postes de travail dans son atelier d'ébénisterie et dans ses bureaux. L'organisme est subventionné par Emploi-Québec à hauteur de 50%; il tire également ses revenus de la vente des produits de l'atelier (35%) et des dons et commandites (15%) qui sont récoltés lors d'une activité récurrente d'autofinancement. Emploi Québec paie en fait les salaires et les charges y afférant, dans le cadre d'entente de services et correspondant à un travail généré avec une moindre productivité. En 2003, le budget global annuel du Boulot Vers... est de 1,7 millions \$. Il existe cinq entreprises d'insertion dans ce quartier de Montréal qui, par leur présence, dynamisent l'économie du quartier tout en s'impliquant activement dans la vie de la communauté. À la mission fondamentale de l'entreprise se rattache une responsabilité économique : l'équipe doit maintenir son atelier d'ébénisterie et assurer une production de meubles de qualité, avec l'aide de ses jeunes stagiaires. Au Boulot vers..., la partie n'est jamais gagnée d'avance, elle mène, comme toute entreprise, un combat quotidien avec les réalités économiques et les lois de la concurrence.

## LA FORMATION OU UNE FERME VOLONTÉ D'ALLER TOUJOURS PLUS LOIN

L'entrepreneuriat collectif a de beaux jours devant lui. « Sur le terrain, quand on parle de coopérative, les gens sont attirés par les valeurs de ce type d'entrepreneurship », confie Michel Bouchard du Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail. Il ajoute que dans une société où les individus sont de

moins en moins considérés, la formule des coopératives est très intéressante. La personne prend la place qui lui revient dans la micro société que représente l'entreprise. La coopérative est également une école qui permet de nombreux apprentissages : le respect des autres, la vie démocratique, la participation à la gestion d'une entreprise avec les enjeux que cela comprend, l'initiative et la débrouillardise.

Dotés d'une grande conscience professionnelle, les techniciens membres de la coopérative ambulancière de la Montérégie (CETAM) détiennent une expertise professionnelle sans cesse renforcée. Dans ce secteur d'activité, de la Mauricie, au Bas-Saint-Laurent, en passant par Québec et Montréal, tous sont d'accord pour dire que la formation est la clé de la performance. C'est ce qui les démarque des compagnies traditionnelles. Monsieur Hamel, directeur général de la Coopérative des techniciens ambulanciers du Québec métropolitain (CTAMQ), et Monsieur Serafino, responsable des communications de la CETAM, témoignent de la volonté des membres de toujours en savoir plus pour donner le meilleur service aux patients. Ainsi dès qu'une formation pertinente peut être suivie, ils n'hésitent pas à s'y inscrire. Monsieur Serafino donne l'exemple de l'utilisation des moniteurs défibrillateurs. Les techniciens de la CETAM ont été les premiers au Québec à suivre une formation pour pouvoir s'en servir auprès de leurs patients et leur prodiguer ainsi les meilleurs soins. Suite à leur formation, ils ont lancé un projet pilote avec l'aide du gouvernement et ont équipé leurs ambulances de cette toute nouvelle technologie. Les résultats se sont avérés plus que concluants et ont conduit à l'implantation de ces machines dans toutes les ambulances du Québec ! La CTAMQ a, quant à elle, été jusqu'à créer l'Institut d'ambulance, dont les services sont alloués aux membres, notamment pour que les termes de la Loi 430, qui régit les transports au Québec, soient respectés. L'institut dispense aussi de la formation aux entreprises traditionnelles sur la santé et la sécurité au travail. Le mouvement coopératif ne vit donc pas seulement par souci de s'occuper d'autrui, il va même jusqu'à faire avancer la société vers le progrès.



Le Boulot vers...

## L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF, FACTEUR DE RÉGULATION DES MARCHÉS

L'entreprise d'économie sociale est fondamentalement tournée vers autrui. Non seulement elle est à l'écoute, elle est aussi au service de la collectivité. Preuves en est des nombreuses initiatives collectives de services. Elles ont un rôle prépondérant dans le bon fonctionnement de la collectivité et elles contribuent même parfois à équilibrer le marché du secteur dans lequel elles évoluent, comme dans le cas des coopératives funéraires. Il en existe aujourd'hui 31 au Québec. À partir de 1972, il faut savoir que les coopératives funéraires de chez nous ont connu une croissance continue qui s'est accélérée à la fin des années 90. D'abord pour freiner les coûts prohibitifs des frais funéraires proposés par les entreprises traditionnelles. Ensuite, en réaction contre la forte croissance de l'invasion américaine dans ce secteur.



Fédération des coopératives funéraires

En 1974, à Sherbrooke, des citoyens se sont réunis pour proposer d'autres alternatives à leur collectivité et pour agir à titre de régulateurs des prix. Ils ont créé la Coopérative funéraire de l'Estrie. En 30 ans, elle aura accueilli près de 25 000 membres. Avec 12 000 membres vivants aujourd'hui, cette coopérative couvre le grand Sherbrooke et propose ses services à un bassin de population de 135 000 personnes. Avec un chiffre d'affaires de 2,3 millions \$, la coopérative funéraire de l'Estrie poursuit toujours sa mission, qui est d'offrir des services de qualité au moindre coût. Elle réinjecte ses surplus dans le développement de ses infrastructures et dans l'aide aux familles. La Coopérative funéraire de l'Estrie, en collaboration avec un psychologue, dispense par exemple des services d'aide aux endeuillés pour un prix modique.

Aujourd'hui, les Américains contrôlent environ une trentaine d'entreprises du secteur funéraire au Québec. Ce contrôle est important dans les grands centres urbains mais également dans d'autres régions, comme l'Outaouais et le Saguenay-Lac-St-Jean.

Depuis 1987, les coopératives unissent leurs efforts au sein de la Fédération des coopératives funéraires du Québec pour notamment constituer des groupements d'achats qui leur permettent de consolider leur situation financière et les mettent à l'abri des multinationales qui pourraient exercer des pressions pour leur couper des sources d'approvisionnement. En 1995, la Fédération a démarré un processus d'achat d'entreprises traditionnelles pour que les traditions ancestrales demeurent propriétés québé-

coises et pour représenter un poids concurrentiel sur le marché. En 1997, la Fédération met sur pied, en collaboration avec le Mouvement Desjardins et la Société de Développement Industriel, un Fonds de développement de l'ordre de 15 millions \$ pour permettre aux coopératives d'acquiescer des entreprises privées au Québec. Si le marché est aussi encourageant, c'est probablement parce que les coopératives ont élaboré et suivi des ententes de réciprocité, se sont échangées des informations, des conseils, du matériel, etc. L'intercoopération est la clé de voûte de la réussite de tout ce secteur.

## DES GENS QUI TRAVAILLENT POUR LE BIEN COMMUN

Conflits, changement de direction ou entreprise en cessation d'activité : l'entrepreneuriat collectif réussit là où l'entreprise traditionnelle échoue. Les succès des coopératives de travailleurs, dans lesquelles ce sont les employés qui ont le contrôle, sont innombrables. Que ce soit pour conserver leur emploi ou bien en assurer la durabilité, les travailleurs de ces coopératives sont les artisans de grandes réussites. Le Royaume de la Tarte, à Québec, en est la preuve. Dans cette fameuse pâtisserie, un grand nombre se presse pour se sucrer le bec. Diane Jackson y est décoratrice de gâteau depuis plus de 17 ans. La retraite approche et les propriétaires, qui ne veulent pas vendre au premier venu, ont la bonne idée de se tourner vers

**Le secteur des entreprises d'économie sociale représente globalement au Québec :**

**7 151 entreprises**  
**3 210 coops et 3 941 OBNL;**

**124 302 emplois**  
**79 222 dans les coops**  
**et 45 080 dans les OBNL;**

**17,2 milliards \$**  
**de chiffres d'affaires**  
**15,9 milliards \$ pour les coops**  
**et 1,3 milliard \$ pour les OBNL**

Source : Ministère du Développement économique et régional – Direction des coopératives Bureau de l'économie sociale et le Chantier de l'économie sociale \*2002





C.A., Technopôle Angus

le gouvernement pour connaître les différentes avenues qui s'offrent à eux. Il leur est proposé de laisser les rênes à leurs employés. Le fondateur d'une coopérative de travailleurs vient leur présenter les avantages de cette entreprise. Tout le monde est emballé et met la main à la pâte : ainsi est née la Coopérative Au Royaume de la tarte.

Les employés ont tous le même pouvoir à l'assemblée générale selon le principe d'un membre = un vote. Ils participent à la gestion de l'entreprise de façon entièrement démocratique et c'est probablement pour cette raison que cette belle aventure dure depuis 5 ans. La mission de la coopérative : préserver et développer l'emploi au profit de ses membres dans des

conditions de travail de qualité. Le développement de la Coopérative Au Royaume de la Tarte s'est donc entièrement reposée sur les décisions collectives prises par l'association des employés et sur les conseils, le support technique et le financement du CLD, Caisse d'économie Desjardins des Travailleuses et Travailleurs (Qc), d'Investissement Québec et du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ). Ce sont les employés qui rédigent le règlement interne et qui constituent le conseil d'administration, en prenant en considération les choix de chacun. La gestion participative permet aux travailleurs de s'épanouir dans leur vie sociale et assure la pérennité à l'entreprise.

## LA FORMULE COOPÉRATIVE PORTE SES FRUITS

La formule coopérative a conquis plus d'un secteur. Elle est même un outil de vente. Claire Lapointe et Jean-Michel David ont fondé la Coopérative de travail Capella technologies. L'une a une bonne expertise de la gestion coopérative, l'autre a les connaissances techniques. Au cœur de leurs activités de conception et maintenance de sites Internet, il y a le respect de la personne. Dans un univers de fusions et de rachats de compagnies à outrance, la coopérative se définit comme un centre de connaissance et d'expertise inaliénables. Elle procure des conditions et un environnement de travail stimulants, ce qui contribue grandement à l'épanouissement de ses membres-travailleurs. Dans une coopérative, on travaille bien parce qu'on y est bien. La rétention de personnel est à son maximum. C'est d'ailleurs ce qui permet à Capella technologies de signer avec des clients de taille. Citons, entre autres, le magazine Protégez-vous pour qui la formule coopérative représente la rétention des collaborateurs, ce qui est un atout considérable et unique que la concurrence n'a pu garantir !

### Quelques références pour démarrer une entreprise d'économie sociale

#### Les sites à consulter :

[www.chantier.qc.ca](http://www.chantier.qc.ca)  
[www.coopquebec.coop](http://www.coopquebec.coop)  
[www.csmoesac.qc.ca](http://www.csmoesac.qc.ca)  
[www.fcdrq.coop](http://www.fcdrq.coop)  
[www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives/fr](http://www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives/fr)  
[www.acldq.qc.ca](http://www.acldq.qc.ca)  
[www.fonds-risq.qc.ca](http://www.fonds-risq.qc.ca)  
[www.filaction.qc.ca](http://www.filaction.qc.ca)  
[www.financementcoop.qc.ca](http://www.financementcoop.qc.ca)  
[www.fondaction.com](http://www.fondaction.com)  
[www.demarrer-entreprise.info.qc.ca](http://www.demarrer-entreprise.info.qc.ca)  
[www.reseau-sadc.qc.ca](http://www.reseau-sadc.qc.ca)

\*Non-exhaustif

# FAIRE AUTREMENT FAIRE ENSEMBLE

Nous sommes fiers  
de soutenir la réalisation  
de ce cahier d'information  
qui illustre la diversité  
et l'importance  
de la contribution  
d'entreprises collectives  
au développement  
économique et social



CHANTIER  
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Conseil de la  
coopération



du Québec

CARREFOUR DES RÉSEAUX  
DE COOPÉRATIVES



ÉCONOMIE SOCIALE  
ACTION COMMUNAUTAIRE

FONDACTION  
CSN POUR LA COOPÉRATION  
ET L'EMPLOI

La passion  
des  
êtres



Caisse d'économie Desjardins  
des Travailleuses et Travailleurs (Québec)



RÉSEAU D'INVESTISSEMENT  
SOCIAL DU QUÉBEC

FILACTION



FONDS DE FINANCEMENT  
COOPÉRATIF SOCIÉTÉ EN COMMANDITE

Production de ce cahier :

Gaby Breton, Pascale Caron, Emmanuelle Géhin, Carine Guidicelli, Mélanie Jolin, Joël Lebossé, Claude Normandin, Jean Robitaille.

Graphisme : Composition Fleur de Lysée 514.528.8618